

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

SCPI EPARGNE PIERRE EUROPE

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable
Siège social : 15, place Grangier - 21000 DIJON
921 073 763 RCS Dijon
(la « Société »)

AVIS DE CONVOCATION

Par courrier en date du 28 mai 2026 et avis paru au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 27 mai 2026 (n°63), vous avez été convoqués, en votre qualité d'associé, sur première convocation, à l'Assemblée Générale Mixte de la SCPI Epargne Pierre, qui s'est tenue le vendredi 19 juin 2026 à 11 heures 00, dans les locaux d'ATLAND Voisin, situés 121 Avenue de Malakoff à PARIS (16e).

Le quorum requis n'ayant pas été réuni le 19 juin 2026, l'Assemblée Générale n'a pas pu délibérer.

En conséquence, les associés sont à nouveau convoqués en Assemblée Générale Mixte, le vendredi 26 juin 2026 à 11 h 00, dans les locaux d'ATLAND Voisin, situés 121 Avenue de Malakoff à PARIS (16e), salle du Conseil, à l'effet de délibérer, sur seconde convocation, sur le même ordre du jour à caractère ordinaire et extraordinaire, à savoir :

A titre ordinaire :

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
2. Quitus à la Société de Gestion pour l'exercice de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
3. Approbation des opérations résumées dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les opérations visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier ;
4. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et reconstitution du report à nouveau ;
5. Nomination de membres du Conseil de surveillance ;
6. Autorisation d'arbitrage donnée à la Société de Gestion sur les éléments du patrimoine immobilier ;
7. Autorisation donnée à la Société de Gestion de contracter des emprunts, de procéder à des acquisitions à terme et de donner des garanties ;
8. Autorisation donnée à la Société de Gestion de procéder à la distribution de sommes prélevées sur la réserve de plus ou moins-values sur cessions d'immeubles ;

A titre extraordinaire :

9. Modification de la Note d'informations pour la politique d'investissement et modification corrélative de l'article 2 des statuts ;
10. Suppression des quorums et des secondes convocations en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire et modification corrélative des statuts ;
11. Modification de la composition du Conseil de Surveillance et modification corrélative de l'article 22 des statuts ;
12. Désignation d'un liquidateur administratif à titre subsidiaire et modification corrélative de l'article 35 des statuts ;
13. Modification de la fréquence d'évaluation des immeubles par l'expert externe en évaluation et modification corrélative de l'article 24 des statuts ;
14. Assouplissement des modalités d'envoi des convocations et modification corrélative de l'article 26.2 des statuts ;
15. Assouplissement des modalités d'envoi des communications et modification corrélative de l'article 30 des statuts ;
16. Modification des dispositions relatives aux « *US Person* » et modification corrélative de l'article 11 des statuts ;
17. Division de la valeur nominale des parts sociales et modification corrélative de l'article 6 et de l'article 8 des statuts ;
18. Modification des dispositions relatives au fonds de remboursement et modification corrélative de l'article 10 des statuts ;
19. Augmentation du capital social statuaire maximum et modification corrélative de l'article 6 des statuts ;
20. Modification de la rémunération forfaitaire de la Société de Gestion en cas de transmission à titre gratuit et modification corrélative de l'article 20 des statuts ;

A titre ordinaire :

21. Pouvoirs pour les formalités.

Les projets de résolutions ont été publiés dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 63.

Conformément à l'article R. 214-141 du Code Monétaire et Financier, le formulaire de vote vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. En conséquence, la Société de Gestion conserve les bulletins de vote des associés qui se sont déjà exprimés lors de la première convocation. Les associés n'ayant pas encore exprimé leur vote sont alors invités à participer, sur seconde convocation, à l'Assemblée Générale Mixte en votant par correspondance ou en donnant pouvoir sur le bulletin de vote joint à la convocation qui leur a été adressée.